

L'Association Canadienne de Surveillance Civile
du Maintien de l'Ordre

Conférence de la CACOLE 2005

LES ENJEUX ACTUELS DE L'IMPUTABILITÉ POLICIÈRE



Biographies des modérateurs et des conférenciers

Biographies des modérateurs et des conférenciers

Kim Armstrong	3
Paul Battershill	3
Chef adjoint Michael Berkow	4
Mario Bilodeau	4
Frederick Biro.....	6
Clément (Clem) Bolduc.....	6
William J. Closs.....	7
James Lawrence Cornish, LL.B.....	8
Nadine Cooper Mont.....	8
Raymond Cusson	9
Yvan Delorme	10
Patrick Duncan.....	11
Derek Egan	12
Philip K. Eure	13
Peter Fisher.....	14
Christine Hall, MD, MSc, PCRMC	14
Nick Hardwick	15
Shirley Heafey	16
Lois Hoeg, c.r.	17
Hilary Homes.....	18
Al Hutchinson	18
Yolande James	19
Le Chef Edgar MacLeod	21
Joseph Martino, LL.B.	22
Jean McKenna	22
Paul McKenna.....	22
Robert W. Mitchell, c.r.....	23
Paul Monty	23
Garry Mumford	25
Nuala O’Loan	25
William Phillips	26
Dirk Ryneveld, c.r.....	27
Donna L. Shelley.....	27
Claude Simard	28
Leona Tesar	29
George V. Wright	30

Kim Armstrong

Madame Kimberly Armstrong a obtenu son baccalauréat ès arts, avec spécialisation en Études politiques, de l'Université Queens en 1990. Elle a par la suite étudié à la Osgoode Hall Law School et obtenu son LL.B. en 1993. Elle a été stagiaire à la Cour d'appel de l'Alberta et complété ses stages de droit auprès du cabinet de Milner Fenerty. Elle a poursuivi sa carrière chez Milner Fenerty jusqu'en 1997, se spécialisant dans le contentieux en matière de sécurité, de diffamation et d'assurance. En 1997, elle a rejoint le Service de police d'Edmonton où elle a occupé le poste de conseillère juridique.

En 2002, Madame Armstrong a été promue à la Direction des services juridiques. Cette direction comprend la division des affaires internes, la division des consultations juridiques et de l'accès à l'information et l'unité de protection des renseignements personnels.

Paul Battershill

Chef de police, Service de police de Victoria

- Paul Battershill est nommé chef de police de Victoria en 1999 après avoir fait carrière pendant plus de 23 ans au sein du Service de police de Vancouver.
- Dans les années 1980, Paul Battershill est élu dirigeant syndical pour les services de police aux niveaux municipal, provincial et national.
- En 1993, il siège à la *Justice Oppal Royal Commission of Inquiry Into Policing* de la Colombie-Britannique. Les recommandations de la Commission ont permis d'établir le système de surveillance actuellement en place en Colombie-Britannique.
- En 1997, M. Battershill a été directeur-fondateur de la *E-Comm Corporation*, située dans les basses terres du Fraser. La corporation E-Comm a mis sur pied le premier service intégré de sécurité publique à financement partagé en Amérique du Nord, regroupant les services policiers, d'incendie et ambulanciers pour les services de radio desservant les zones étendues, les systèmes informatiques, le 911 ainsi que les installations de protection civile.
- Le Chef Battershill assume actuellement la présidence du Comité directeur pour l'application de la base de données *PRIME BC* en Colombie-Britannique.

- Le chef Battershill assume la présidence du Comité national sur le laboratoire judiciaire de la GRC et est membre de la *Webster Foundation* pour la reconnaissance de contribution exceptionnelle dans les médias, en Colombie-Britannique

Chef adjoint Michael Berkow

Commandant, Bureau des normes professionnelles

En raison de circonstances indépendantes de sa volonté, le chef adjoint Berkow ne pourra assister à la Conférence. Il présente ses excuses pour ce changement de programme.

Mario Bilodeau

Études

B.A. Collège classique de Thetford Mines
Licence en lettres légales de l'Université Laval
Admission au Barreau du Québec

Champs d'Activité

Depuis le 10 novembre 2003	Président Comité de déontologie policière 2525, boul. Laurier Bureau A-200 - 2 ^e étage Sainte-Foy (Québec) G1V 4Z6
Janvier 1995 à Novembre 2003	Sous-ministre associé Direction générale des poursuites publiques Ministère de la Justice
1970-1994	Pratique du droit criminel, administratif et professionnel

Expérience

1991-1994	Procureur de la Sûreté du Québec dans l'enquête du Coroner sur la mort du caporal Marcel Lemay
1991-1992	Membre du Comité De Coster chargé d'examiner les circonstances entourant le drame de la Polytechnique à Montréal et de faire des recommandations

1989-1990	Chargé de cours en droit criminel à la Faculté de droit de l'Université Laval
	Membre du Comité permanent en droit criminel du Barreau
1988	Commissaire-enquêteur sur la situation du hockey mineur à Charlesbourg
1985	
1986	Commissaire-enquêteur en vertu de la Loi des commissions d'enquête sur l'administration du C.A. – CLSC J. Octave Roussin à Montréal
1981-1990	Professeur de droit criminel à l'École de formation professionnelle du Barreau
1981-1984	Procureur de la Commission d'enquête sur l'administration de la Ville de Rimouski Enquêteur pour le Comité d'inspection professionnelle du Barreau
1981	Personne-ressource aux cours sur les techniques de la plaidoirie donnés à l'Université de Sherbrooke
1978-1981	Procureur à la Commission Keable sur les activités policières en territoire québécois
	Représentant du procureur général du Québec devant la Commission McDonald
	1978 Membre du Conseil d'administration québécois de la protection de la jeunesse créé en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse
1974	Cours de perfectionnement en droit criminel à Halifax
1973-1977	Directeur de la Clinique juridique mise sur pied par l'Université Laval sous la raison sociale Bilodeau, Cloutier et associés
1970-1973	Pratique du droit en cabinet privé.

Frederick Biro

Frederick Biro entre à la communauté urbaine de la Commission de police de Peel à titre de directeur administratif en janvier 1991. Il occupe simultanément le poste de directeur administratif de l'Association canadienne des commissions de police, d'août 1993 à octobre 1996. À ce titre il est responsable du développement et de la publication d'un rapport détaillé sur les critères d'une gouvernance efficace des commissions. En 2001-2002, il assume le rôle de directeur exécutif intérimaire de l'Association ontarienne des commissions de services policiers pour une période de six mois.

M. Biro travaille comme consultant autonome dans le secteur privé; il est également écrivain. Il possède une vaste expérience gouvernementale à titre de chef de cabinet pour un membre du parlement provincial, de membre du personnel d'un ministre ainsi que de principal conseiller, directeur des communications et attaché de presse pour un chef du Parti conservateur de l'Ontario. Il est actif au sein de sa communauté. Il a ainsi été membre du conseil de *United Way of Peel* (Centraide).

En janvier 2000, il est nommé au Conseil du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, l'un des plus importants régimes de pension du secteur public au Canada, avec un actif de plus de 36 milliards de dollars. Il en assure la présidence en janvier 2004 et est réélu à ce poste en 2005.

Il a été conférencier et présentateur lors de cérémonies ayant trait ou non au maintien de l'ordre et est une autorité reconnue en matière de gouvernance de commissions de police. Plusieurs de ses articles sont parus dans diverses publications et trois de ses romans ont été publiés.

Clément (Clem) Bolduc

Clem Bolduc occupe le poste de Directeur administratif de la Commission de police du Nouveau-Brunswick depuis octobre 1989. Il est responsable des activités quotidiennes de la Commission et, à ce titre, s'assure que les plaintes de citoyens sont traitées rapidement et adéquatement.

Avant d'occuper ses fonctions actuelles, M. Bolduc a organisé et mis en oeuvre la formation sur l'application de la loi à l'intention des agents des pêches fédéraux pour la région du Golfe.

M. Bolduc a connu une longue et fructueuse carrière dans le domaine du maintien de l'ordre. En 1957, il joint les rangs de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à Montréal, Québec. Il reçoit sa formation de base à Regina, Saskatchewan, et est affecté au Québec et au Nouveau-Brunswick. Ses

fonctions d'agent de la GRC comprennent notamment le service général de détachement, la patrouille routière, les enquêtes générales; il est commandant de détachement responsable des opérations interarmées conjointement avec la GRC et d'autres corps policiers; à titre de sous-officier de section, il assure également la surveillance de plusieurs détachements. En 1984, Clem Bolduc quitte la GRC avec le grade de sergent d'état-major.

Outre ses présentes fonctions au sein de la Commission de police du Nouveau-Brunswick, M. Bolduc s'est impliqué dans le domaine du maintien de l'ordre pendant plus de 40 ans.

William J. Closs

Chef de police, Service de police de Kingston

M. Closs oeuvre dans le domaine du maintien de l'ordre depuis 39 ans. Il fut promu au grade de surintendant principal de la Police provinciale de l'Ontario avant d'occuper le poste de directeur du Service de police de Kingston en 1995. Il est diplômé du Collège de police de l'Ontario, du Collège canadien de police et du Programme de perfectionnement professionnel de l'Université Queen's.

Il quitte la Police provinciale de l'Ontario pour devenir le 14^e chef de police du Service de police de Kingston en 1995, et à ce nouveau poste on ne tarde pas à faire appel à son leadership et à ses compétences organisationnelles dans le cadre du programme provincial de restructuration locale aboutissant à la fusion de Kingston et de deux cantons avoisinants. Du jour au lendemain, la ville de Kingston se retrouve avec le 14^e service de police en importance et la responsabilité d'une région géographique comptant cinq importants pénitenciers fédéraux. En 1995, lorsque le chef de police Closs était en poste on comptait 101 agents assermentés; il en a aujourd'hui 179 sous ses ordres, ce qui représente un effectif total de 232 agents assermentés et membres civils.

Tout au long de sa carrière, le chef de police Closs a consacré beaucoup de temps à l'équité en emploi, aux relations interraciales et à la philosophie des services de police communautaires. Plus récemment, concernant les perceptions relatives à l'établissement de profils raciaux dans la communauté, le chef Closs et le Service de police de Kingston ont présenté un nouveau point de vue sur la victimisation ainsi que sur la politique de maintien de l'ordre impartial, pour ensuite instituer des mesures innovatrices concernant la collecte de données sur les arrestations faites par les policiers.

M. Closs est le premier chef de police à recevoir le Prix communautaire décerné par *l'Association of Black Law Enforcers* pour son « leadership énergique en vue de promouvoir l'égalité. » En mars 2004 il reçoit une médaille d'or d'excellence au nom des agents du Centre des droits de la personne et des relations interraciales de Toronto et, en février 2005 il est récompensé, en même temps que son personnel, d'une Distinction pour contribution exceptionnelle dans la

gestion des plaintes du public pour l'année 2003-2004 (service de police d'importance moyenne). L'une de ses convictions les plus fermes est que les policiers qui exercent leur métier dans l'esprit du droit contribuent à l'intégrité du droit.

James Lawrence Cornish, LL.B

Jusqu'à sa récente nomination comme nommé Directeur intérimaire de l'Unité spéciale d'enquête (Ontario) M. Cornish occupait, depuis avril 1999, les fonctions d'avocat de la Couronne-Haldimand (Comté de Haldimand), ayant sous sa responsabilité toutes les poursuites relatives à des accusations criminelles et quasi-criminelles pour le comté de Haldimand. Il assumait également les fonctions de procureur de la Couronne suppléant de Norfolk de janvier 2002 à mai 2004.

Dans le cadre de son expérience professionnelle mentionnons ses fonctions de Chef d'équipe pour le: *DNA Retroactive Team* du Ministère du procureur général, de membre du Comité de révision du Guide des politiques de la Couronne, de membre de l'Équipe d'intervention dans le cadre du Rapport Kaufman et d'adjoint au procureur de la Couronne à Milton, Ontario. Il a pris part à des projets aussi variés que sa participation au Groupe de travail des Chefs de la poursuite aux niveaux fédéral / provincial / territorial sur les problèmes concernant l'ADN, à l'élaboration d'un protocole destiné à la Couronne et à la police relativement aux enquêtes, à l'organisation et à la divulgation dans le cas de crimes majeurs, à l'élaboration d'un protocole destiné à la police et concernant les enquêtes ayant trait aux agressions sexuelles, actuellement utilisé par la police régionale de Halton, ainsi que le Comité d'élaboration de la norme policière concernant le harcèlement criminel.

Publié dans la Revue Canadienne de Psychiatrie, en mars 1986, coauteur d'un essai sur la législation en matière de santé mentale en Ontario et au Canada, en collaboration avec M. James Brown et le Dr G. T. Swart, *The Law of Criminal Harassment and Stalking*, coauteur (avec le Dr Peter Collins et Kelly Murray), d'un texte complet sur la législation en matière de harcèlement criminel et autres problèmes psychiatriques apparentés.

M. Cornish a obtenu son Baccalauréat en Droit de l'Université de Western Ontario en 1982. Il est Avocat plaidant et Procureur à la Cour suprême de l'Ontario depuis 1984 et membre de différentes organisations comme la National District Attorneys' Association, l'International Homicide Investigators Association, le Colonel Henry F. Williams Homicide Investigators.

Nadine Cooper Mont

Madame Cooper Mont assure la présidence de la *Nova Scotia Police Commission* depuis décembre 2001. Elle a fait des études supérieures à

l'Université Dalhousie, obtenant un Baccalauréat en Droit ainsi qu'une maîtrise en Administration publique.

Elle possède également une vaste expérience dans la fonction publique, l'entreprise privée et le communautaire. Au cours de sa carrière en Nouvelle-Écosse elle fut d'abord principale gestionnaire en matière de politiques à la Protection du consommateur, puis Solliciteur général adjoint, et enfin sous-ministre au *Housing and Consumer Affairs Department*. Madame Cooper Mont a joué un rôle-clé dans la restructuration de la *Nova Scotia Police Commission* et les services de maintien de l'ordre du ministère de la Justice, et a mis en oeuvre les 46 recommandations découlant de l'enquête Donald Marshall. Madame Cooper Mont est également propriétaire et présidente d'une entreprise prospère à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse.

Raymond Cusson

Né à Montréal, M. Cusson a étudié à l'Université de Montréal, à l'Université Carleton et à l'Université Dalhousie, et est diplômé en anthropologie, en éducation des adultes, en administration des sports et en négociation.

Il compte 26 années de service au sein de la GRC en Ontario, au Québec et en Saskatchewan. Il a été formateur à l'École de la Gendarmerie royale et a travaillé comme gestionnaire de programme au Collège canadien de police d'Ottawa. Après avoir quitté ses fonctions au sein de la GRC, M. Cusson a travaillé pendant neuf ans comme conseiller principal au ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse et était responsable de la négociation de contrats de maintien de l'ordre concernant les Premières nations, la GRC et le gouvernement fédéral.

C'est au début des années soixante-dix que M. Cusson commença à tisser des liens avec les membres des Premières nations au pays des Cris, à la baie James et en Ontario, et depuis ce temps il continue à tisser des liens avec des membres de plusieurs nations en C.-B., en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario, en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et au Québec. Il a occupé les fonctions de formateur, de négociateur et de conseiller dans les domaines du maintien de l'ordre, de la gouvernance et de la négociation de contrats. Il a également travaillé à l'échelle nationale avec l'Assemblée des Premières nations et agit à titre de conseiller auprès de l'Association des chefs de police pour les Premières nations.

Au cours des derniers mois, M. Cusson a dirigé des ateliers sur la négociation et la gouvernance pour la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan. Pour l'instant, Raymond est absorbé par la rédaction d'un livre sur la gestion des services de police des Premières nations.

Raymond Cusson vit à Terre-Neuve; il fournit de la formation en ligne et des services de consultation aux Premières nations dans le domaine de la

négociation de contrats, de la gouvernance et des services de police auto-administrés.

Yvan Delorme

Depuis le 4 avril 2005, M. Yvan Delorme dirige le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Avant sa nomination à la direction du Service, il occupait les fonctions d'assistant-directeur et de chef du Service à la communauté de la région Nord. Âgé de 42 ans, il est l'un des plus jeunes officiers à accéder au poste de directeur du SPVM et ce, après 21 ans de service.

En fait, M. Delorme se démarque par son cheminement exceptionnel qui lui a valu de gravir rapidement les échelons et de cumuler une vaste expérience au sein du SPVM. En moins de dix ans, il est passé du grade de sergent-détective à celui de directeur. Véritable dynamo, il a également obtenu une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique (ENAP) en 2002. Entré au SPVM en 1983, il a d'abord été patrouilleur, puis agent de formation. En 1988, il a participé à plusieurs enquêtes d'importance à titre d'agent d'infiltration au sein de la Division des stupéfiants. En 1995, il s'est joint à « Carcajou », une escouade régionale mixte de lutte contre les motards criminalisés. À titre de sergent-détective, M. Delorme a alors coordonné des opérations d'envergure et assuré la gestion des ressources humaines, physiques et financières du projet. En 1996, il a réorganisé l'unité des agents d'infiltration dans le cadre de ses fonctions de lieutenant-détective à la Division des stupéfiants. De plus, il a créé l'unité d'enquêtes sur les produits de la criminalité.

Promu au grade de commandant, il a implanté cette dernière en 1997. D'autre part, il a développé un système informatisé de gestion des enquêtes et restructuré la Division du crime organisé dans le cadre de la révision des méthodes d'enquêtes. Il a également pris en charge plusieurs enquêtes majeures qui se sont soldées par de nombreuses arrestations et d'importantes saisies d'argent et de stupéfiants. À titre de commandant et d'inspecteur au Bureau de la gestion opérationnelle, il a des commandants qui étaient nouvellement promus lors des opérations régulières ou d'importance (disparitions, enlèvements, couverture de scènes de crime, etc.). Il a également coordonné et conseillé des équipes de commandement lors de festivals, de la Carifête et de divers événements imprévisibles. De 2002 à 2004, il a successivement agi comme inspecteur-chef à la Division des services techniques, à la Direction des enquêtes et à la Direction des opérations. En outre, il a collaboré à la mise en place de la nouvelle structure issue de l'optimisation de la police de quartier. Il a géré les affaires courantes du Bureau du directeur adjoint aux opérations incluant les activités budgétaires et la coordination des cinq services à la communauté. Accessible et affable, M. Delorme est avant tout un rassembleur, un joueur d'équipe. Leader éprouvé, il mise sur la complémentarité des compétences de chacun pour assurer le succès d'un projet. Visionnaire et créatif, il compte poursuivre l'optimisation de la police

de quartier afin qu'elle évolue selon les besoins de l'ensemble des citoyens, en concertation avec les différents intervenants de la Ville de Montréal.

M. Delorme a été membre de l'Association des directeurs de police du Québec, du de l'Association canadienne des chefs de police et de comités locaux, régionaux ou nationaux œuvrant principalement en matière de santé publique et d'actions communautaires.

Le SPVM emploie plus de 4200 policiers et près de 1000 employés civils. Les hommes représentent 74,3% de l'effectif et les femmes, 25,7 %. Parmi les policiers, près de 380 sont issus de communautés ethniques et quelque 190 appartiennent à une minorité visible. Selon le bilan annuel 2003, 64% des policiers sont âgés de moins de 40 ans et un peu plus de 43% ont moins de dix années d'ancienneté au sein du SPVM. En 2004, le budget du Service de police s'est élevé à 443 368 000 \$.

Patrick Duncan

Patrick Duncan pratique le droit à Halifax, en Nouvelle-Écosse, au sein du cabinet d'avocats Beveridge, MacPherson & Duncan.

Après avoir obtenu son diplôme de l'école de droit de l'Université Dalhousie en 1979, il débute sa carrière d'avocat à la Commission d'aide juridique de la Nouvelle-Écosse (Nova Scotia Legal Aid Commission) comme avocat de la défense au criminel.

En 1986, M. Duncan s'oriente vers la pratique du droit en cabinet privé et poursuit sa pratique en défendant surtout des causes litigieuses, principalement dans le domaine des professions réglementées.

En 1989, les membres du service de police de Halifax créent l'Association municipale des employés du service de police. Ce syndicat représente actuellement plus de 400 membres du service de police régional de Halifax. Depuis sa création, les membres de l'Association municipale des employés du service de police (MAPP) comptent sur M. Duncan pour les représenter dans le cas de plaintes portées en vertu de la *Loi sur la Police*, et lorsque des membres doivent répondre d'accusations criminelles ou quasicriminelles liées à leurs fonctions.

M. Duncan a prononcé des exposés sur le Plaidoyer et la Preuve devant l'Institut national de la magistrature et lors de nombreuses conférences présentées par l'Association du Barreau canadien et l'Association des avocats de la Nouvelle-Écosse (Nova Scotia Barristers Society). Il a également prononcé de nombreuses conférences auprès des membres des services de police.

M. Duncan a plaidé devant les différents tribunaux, y compris la Cour suprême du Canada, et dans le cadre de nombreux comités d'enquêtes et de réunions de comités pour professions réglementées. Il a siégé à la Commission d'enquête sur les infractions à la *Loi sur les droits de la personne* de la Nouvelle-Écosse.

C'est en 2000 que Patrick Duncan est nommé conseiller de la reine.

Derek Egan

Le chef de police Derek Egan se joint au Service de police de Saanich en 1974. Il travaille à la division de la patrouille, à la division des enquêteurs, à la division de l'administration et à la section de la planification et à la recherche sur le perfectionnement du personnel. De 1977 à 1994 il fut membre, commandant des opérations et chef de l'équipe d'intervention tactique du Victoria métropolitain. À ce titre, outre le fait d'assurer des fonctions de formateur sur le plan international, il fut responsable de la planification, de la formation, et du commandement des opérations d'Action en cas d'urgence pendant les XV^e Jeux du Commonwealth. Il fut promu adjoint au chef de police en 1996 et chef de police en 1999.

Le chef de police Egan s'intéresse vivement à la formation et au professionnalisme de la police. Il est membre fondateur de la *Greater Victoria Essential Services Education Coalition*, encourageant l'atteinte de l'excellence en éducation auprès des employés occupant des postes dans les services essentiels. Il est également membre du Forum sur le leadership policier et de l'Association des chefs de police de la Colombie-Britannique, du Canada et à l'échelle internationale.

M. Derek Egan est membre de la Commission consultative du Collège canadien de police et du Comité des services nationaux de police relevant de l'Association canadienne des chefs de police, du Comité des ressources humaines, et d'un comité nouvellement formé appelé le Comité d'éthique.

Il est actuellement membre et président du Comité tactique d'intervention de l'Association des chefs de police de la Colombie-Britannique et de son comité d'éthique. En cette qualité, il a participé à l'élaboration d'un code de déontologie à l'échelle de la province pour l'ensemble des policiers de la Colombie-Britannique, qui est en vigueur depuis 2004.

Le chef de police Egan est diplômé du Cours d'administration police senior (CAPS) et du Cours de perfectionnement des cadres du Collège canadien de police d'Ottawa; du Collège d'état-major et de commandement des Forces canadiennes à Kingston; et du *United States Marine Corps College* à Quantico, en Virginie. M. Egan a complété une maîtrise en Leadership et Formation à la *Royal Roads University* de Victoria en 2000.

Il est l'époux de Marcia Anne (née Johnston) de Victoria, et ils ont deux enfants qui sont maintenant adultes.

Philip K. Eure



Philip K. Eure est Directeur exécutif du Bureau des plaintes contre la police. Il a été nommé à ce poste en juillet 2000 par le Police Complaints Board (PCB), autrefois connu sous le nom de Citizen Complaint Review Board.

M. Eure s'est joint à cet organisme après avoir occupé le poste d'avocat principal au sein de la Division des Droits civiques du ministère de la Justice des États-Unis, où il plaidait des causes en faveur de victimes de discrimination dans l'emploi. Pendant la période où il était à l'emploi de ce ministère, il fut affecté en 1997-1998 à Port-au-Prince à titre de conseiller du gouvernement d'Haïti pour un projet de réforme du système de justice pénale.

Il est bachelier ès arts de la Stanford University et a obtenu son diplôme de droit de la Harvard Law School

Sonya Ferrara

Sonya Ferrara a commencé à travailler comme agente locale au Bureau de l'Ombudsman dans la section des enfants en 1999. Ses fonctions consistent à passer en revue les plaintes provenant de jeunes sous garde ou sous protection (y compris les jeunes détenus sous garde dans les cellules des services de police). Madame Ferrara donne aux jeunes la possibilité de se faire entendre et elle supervise et enquête auprès des autorités institutionnelles sur les questions liées au respect des politiques et des lois. Elle représente également la section des enfants auprès de divers comités et de tables rondes nationales.

M^{me} Ferrara collabore à différents projets de recherche, et son travail permet de promouvoir la connaissance des droits et de clarifier certaines procédures relatives aux plaintes. M^{me} Ferrara apporte à ce travail sa formation et une expérience pratique acquise avec les jeunes à risque. Elle a également travaillé auprès des jeunes pour le ministère de la Justice, en plus du bénévolat qu'elle exerce à titre d'agente de probation en Ontario et en Nouvelle-Écosse.

Diplômée de l'Université York, M^{me} Ferrara est titulaire d'un baccalauréat spécialisé en Sciences politiques, et elle étudie actuellement afin d'obtenir sa maîtrise en Criminologie de l'Université Saint Mary's à Halifax, se concentrant surtout sur les droits des jeunes et la responsabilité de la police.

Peter Fisher

M. Fisher dirige actuellement plusieurs initiatives stratégiques pour la Direction générale de la police des autochtones, notamment en vue d'une gouvernance et d'une responsabilité accrues, ainsi que des scénarios sur l'orientation future de la police des Premières nations. Il prendra sa retraite du gouvernement le 1^{er} avril 2006. Auparavant, de décembre 1998 à février 2005, il occupait le poste de Directeur général à la Direction générale de la police des Autochtones, au ministère du Solliciteur général du Canada. Sa carrière gouvernementale s'est échelonnée sur 37 ans et a touché six ministères.

Il a été à l'emploi des services correctionnels à titre de conseiller institutionnel, de surveillant de liberté conditionnelle et de gestionnaire régional; aux Affaires indiennes, il a occupé le poste de négociateur en matière de revendications territoriales pour la Colombie-Britannique et le Yukon; à Environnement Canada il était responsable de la gestion de politiques ministérielles; au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, il occupait le poste de Directeur général à la Direction générale des politiques ministérielles; enfin, de 1995 à 1998, il fut Directeur général à la Direction de la Politique, de la Planification, de l'Information et des Services, secteur des Sciences de la terre, du ministère des ressources naturelles du Canada.

Depuis qu'il s'est joint à la Direction générale de la police des Autochtones, M. Fisher travaille en étroite collaboration avec les Groupes directeurs de la police des Premières nations et les Chefs de police des Premières nations afin de promouvoir un plus grand potentiel de la collectivité en matière de surveillance, de gestion et de prestations de services de police des Premières nations.

M. Fisher est marié, père de quatre enfants, et il a trois petits-enfants. Il se réjouit à l'idée de pouvoir passer plus de temps avec sa famille.

Christine Hall, MD, MSc, PCRMC

Dr. Hall est médecin membre du personnel du Service d'urgence de la région sanitaire de Calgary, en médecine d'urgence pour adultes. Le service d'urgence est un domaine de soins tertiaires regroupant trois services pour adultes et un d'urgence pédiatrique. Plus de 225 000 personnes fréquentent l'urgence annuellement. Elle occupe également le poste de médecin de bord pour STARS (Shock Trauma Air Rescue Society), qu'elle occupe depuis maintenant cinq ans.

Le docteur Hall est actuellement directrice du Programme du Collège royal des médecins (PCRMC) de l'Université de Calgary, en médecine d'urgence. Le programme PCRMC comporte cinq ans de spécialisation en médecine d'urgence. Douze résidents, des spécialistes en médecine d'urgence et non des omnipraticiens, sont inscrits à ce programme. Christine Hall est également chef de la division de l'enseignement au Département de médecine d'urgence de la

région sanitaire de Calgary et donne des conférences cliniques à la faculté de médecine de l'Université de Calgary.

Christine Hall est titulaire d'une maîtrise (elle a écrit sa thèse) en épidémiologie clinique; elle était autrefois chef de la division de la recherche au Centre. Elle est actuellement cochercheur dans le cadre de projets de recherche à l'échelle régionale et nationale, et exprime un intérêt particulier pour la médecine clinique et les soins préhospitaliers.

Elle est coauteur du rapport technique du Centre canadien de recherches policières : *Review of Conducted Energy Devices*, 22 août 2005, en plus d'être coauteur du rapport commandé par le Bureau du commissaire aux plaintes contre la police présenté à Victoria, Colombie-Britannique, en juin 2005.

Christine est actuellement propriétaire de deux chiens qui avaient été abandonnés. Elle joue au golf, tout en réalisant qu'elle pourrait encore s'améliorer; en revanche, elle est une skieuse accomplie et une excellente monitrice de ski.

Nick Hardwick

M. hardwick est nommé premier président de la *Independent Police Complaints Commission* en décembre 2002.

Nick est directeur en chef du Conseil des réfugiés de juin 1995 à janvier 2003. Le Conseil des réfugiés est la plus importante agence pour réfugiés en Europe. Le Conseil fournit de l'aide et fait la promotion des droits des réfugiés en Grande-Bretagne et à l'étranger. Il est président du Conseil européen pour réfugiés et s'exilés de 1999 à 2003 et membre du Groupe directeur du Jour commémoratif de l'Holocauste. Il a également été membre du *Social Security Advisory Committee* (1994-99) et du *Prince's Trust Ethnic Minorities Advisory Group*.

En 1979, Nick obtient son diplôme en littérature anglaise de l'Université de Hull et un doctorat honorifique en sciences sociales de l'Université de Wolverhampton. Après ses études à l'université, Nick travaille pour la *National Association for the Care and Resettlement of Offenders* (NACRO) de 1980 à 1986. Il assume plusieurs fonctions au sein de la section de la formation des jeunes de la NACRO, y compris de 1984 à 1986, période où il travaille à Wolverhampton et est responsable d'un groupe d'ateliers de formation dans le West Midlands. Après avoir quitté la NACRO en 1986, Nick travaille pendant une courte période à titre d'assistant directeur de la *Society of Voluntary Associates*, laquelle recrutait des volontaires pour travailler avec le service de probation.

De 1986 à 1995 M. Hardwick travaille comme directeur exécutif de *Centrepoin*t, une association d'hébergement et de bienfaisance pour jeunes sans-abris. Au cours de cette période au *Centrepoin*t Nick est prêté au ministère de

l'Environnement pendant 6 mois où il agit à titre de conseiller des responsables du logement pour l'application de l'initiative gouvernementale *Rough Sleepers*.

Âgé de 46 ans, Nick Hardwick est marié et vit à London avec son épouse et son fils.

Shirley Heafey



Nommée à la présidence en octobre 1997

Parmi ses réalisations, mentionnons :

a) Conclusions et recommandations importantes en ce qui a trait aux poursuites policières à grande vitesse; aux morts en cellule; aux soins accordés aux personnes atteintes d'une maladie mentale; aux techniques de contrôle des foules; et au recours à la force

b) Mise en oeuvre du mode de règlement des différends à l'amiable pour donner suite aux plaintes de façon efficace

c) Règlement satisfaisant du conflit entre la communauté francophone et la GRC dans le cadre de l'affaire Saint-Simon/Saint-Sauveur

d) Amélioration continue des procédés et des activités internes grâce à la mise en place d'un programme d'assurance de la qualité

Antécédents professionnels

- Nommée à titre de membre de la Commission des plaintes du public contre la GRC, chargée de présider les audiences quasi judiciaires sur les plaintes du public qui traitent de la conduite policière
- Adjointe à temps partiel du procureur de la ville d'Ottawa, chargée du déroulement d'instances et de la défense des contestations des lois municipales selon la Charte canadienne des droits et libertés
- Nommée à la présidence du groupe de travail de la ville de Gloucester, chargée de rendre compte de la « rémunération des représentants élus »
- Nommée à titre de membre du comité d'évaluation du Programme Action 21 d'Environnement Canada
- Chef et enquêteur principal, appels/plaintes, Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) - chargée principalement de mener des enquêtes sur des questions de sécurité nationale
- Avocate dans un cabinet privé, spécialisée en droit administratif, droit du travail et droits de la personne

- Ministère des affaires étrangères, préparation du Bulletin d'information destiné au Ministre
- Associée d'une concession d'automobiles
- Adjointe, Cabinet du Ministre du Travail du Canada
- Adjointe, Cabinet du Solliciteur général du Canada

Affiliations professionnelles

- Barreau du Haut-Canada
- Association du Barreau canadien
- Société autochtone du Québec
- Association du barreau du comté de Carleton
- Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre
- Institut canadien des affaires internationales
- Conseil des tribunaux administratifs canadiens
- Institut international de l'Ombudsman
- Association canadienne des chefs de police

Renseignements personnels

- Née à Maniwaki, Québec
- Statut d'autochtone (Métis)
- Mère de deux enfants
- B.A., Collège St-Patrick, Ottawa
- LL.B., common law française, Université d'Ottawa
- Certificats en négociation et médiation de base et approfondie, Faculté de droit de Harvard University
- Étude de la loi musulmane et du droit administratif, Harvard University

Lois Hoeg, c.r.

Lois R. Hoegg, c.r. est associée du cabinet de Ches Crosbie Barristers à St-Jean de Terre-Neuve et au Labrador. Elle a été reçue au barreau de Terre-Neuve en 1983 et a œuvré à titre de procureur de la Couronne pour le ministère de la Justice de Terre-Neuve et de directrice de la Law Society of Newfoundland,

avant de s'associer au cabinet de Ches Crosbie Barristers en 1992.

Madame Hoegg est membre de longue date de l'Association du Barreau canadien; elle était autrefois présidente de la succursale de cette association à Terre-Neuve, ainsi qu'exécutif national et présidente de l'Ethics & Professional Issues Committee relevant de cette organisation. La pratique de Madame Hoegg touche les domaines du droit en matière de lésions corporelles, de discipline professionnelle et de certains aspects du droit administratif. Elle est nommée arbitre de la Royal Newfoundland Constabulary Police Complaints Commission en 1994 et Commissaire de ce même organisme en 2003.

Hilary Homes

Le premier créneau qu'occupe Hilary Homes au sein du mouvement des droits de la personne a trait à la participation de la jeunesse; à cet effet, elle met sur pied le Programme de la Jeunesse et des étudiants d'Amnistie Internationale Canada en 1987; par la suite, elle met sur pied le Comité international de coordination des services à la jeunesse in 1995 (elle en assurera la présidence jusqu'à l'an 2000). Elle milite actuellement pour la Justice internationale, la Sécurité et les Droits de la personne et est responsable des dossiers géographiques d'Afrique et d'Europe.

Au cours de la période de deux ans qu'elle passe au sein du Comité permanent de Recherche et d'Action d'Amnistie Internationale en 2002-03, Madame Homes élabore des politiques et des directives dans le cadre de ses engagements auprès des responsables de l'application de la loi à l'échelle mondiale et dirige la mission de stratégie internationale connexe. Son travail outre-mer comprend également les séances de formation dispensées aux nouveaux membres d'Amnistie Internationale d'Europe de l'Est et de Russie.

Elle est ancienne co-présidente et membre actuel du comité directeur de deux coalitions canadiennes : le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés (animé par le Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix) et le Groupe de surveillance internationale des libertés civiles (droits de la personne, sécurité et impact des mesures anti-terroristes). Au fil des ans, elle a aussi travaillé comme bénévole pour la Croix Rouge canadienne, la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies et *War Child Canada*. Sur le plan communautaire, Hilary travaille à promouvoir la cause des femmes et du sport : elle fait actuellement partie du plus récent club de rugby football féminin d'Ottawa et en assure la gestion.

Al Hutchinson

Diplômé de l'Université Carleton, à Ottawa et de Queen's University, Belfast (MBA), M. Hutchinson a été au service de la Gendarmerie royale du Canada

(GRC) pendant près de 34 ans, étant éventuellement promu au grade de commissaire adjoint.

Après avoir suivi une formation destinée aux recrues à Regina, Saskatchewan et en Alberta, M. Hutchinson est affecté au Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Manitoba, à Ottawa (QG), au Nouveau-Brunswick, à Toronto et à London, Ontario. Parmi ses fonctions et son expérience il faut souligner les tâches de maintien de l'ordre, le crime économique, la lutte antidrogue, la protection des P.D.M. (personnes de marque), l'ordre public, les ressources humaines, la gestion de changements organisationnels et la gestion progressive et les postes de direction. La dernière affectation de M. Hutchinson fut le poste de commandant de la Division « O » (Ontario), à titre de responsable des Opérations de la GRC dans la principale province du Canada.

Al Hutchinson est chef du personnel au Bureau du Commissaire à la surveillance depuis sa création en 2001. Il a été nommé au poste de Commissaire à la surveillance à la suite de la retraite de Tom Constantine.

En débutant dans ses nouvelles fonctions en janvier 2004, Al Hutchinson déclarait : « Patten recommandait un mandat de 5 ans pour le Commissaire à la surveillance, et c'est un honneur pour moi de diriger l'équipe de surveillance à ce stade du travail, qui prendra fin en mai 2005. D'immenses progrès ont déjà été accomplis par les institutions policières au cours des trois dernières années et demie, témoignant de l'engagement du service de police d'Irlande du Nord et de la Commission des services de police, qui est de fournir à tous les citoyens d'Irlande du Nord un service de maintien de l'ordre de la plus haute qualité. Il s'agit d'un très court laps de temps pour toute organisation dans un contexte de gestion des changements, et à plus forte raison lorsqu'il s'agit du maintien de l'ordre. Je suis confiant, cependant, que les organismes et les particuliers qui se sont engagés à mettre en œuvre l'ensemble des changements préconisés par le Rapport Patten iront de l'avant pour atteindre cet objectif. »

Yolande James

Députée de Nelligan, Parti libéral

Formation

- Baccalauréat en droit civil, Université de Montréal (2000)
- Baccalauréat en Common Law, Queen's University (2003)
- Membre du Barreau du Québec (2004)

Expérience professionnelle

- Attachée politique du député de Nelligan (1998-2003)
- Stagiaire en droit au ministère de la Santé et des Services sociaux (2003-2004)



- Conseillère politique au cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux (2004)

Engagement communautaire et politique

- Collaboratrice au développement d'un programme d'études pour les étudiants en difficulté dans l'Ouest-de-l'Île de Montréal (1994-1998)
- Bénévole à l'église Saint-Barnabas en tant que membre du groupe jeune
- Coordinatrice régionale de Montréal-Ouest pour la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec
- Membre du comité organisateur du mois de l'Histoire des noirs à l'Université de Montréal
- Vice-présidente jeune de l'Association libérale de Nelligan (1998-2003)
- Lauréate de la bourse d'études *Senator Frank Carrel* (2003)
- Membre du conseil d'administration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse depuis mai 2005

Fonctions politiques, parlementaires et ministérielles

Élue députée de la circonscription de Nelligan à l'élection partielle du 20 septembre 2004

- Membre de la Commission des affaires sociales depuis le 19 octobre 2004
- Membre de la Commission de l'économie et du travail depuis le 20 octobre 2004
- Présidente de séance depuis le 21 octobre 2004
- Membre de la Section du Québec, Association parlementaire du Commonwealth (APC) depuis décembre 2004
- Membre de la Commission spéciale sur le choix du site du futur Centre hospitalier de l'Université de Montréal du 28 février 2005 au 8 mars 2005
- Adjointe parlementaire à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles depuis le 2 mars 2005
- Vice-présidente de la section du Québec du Council of State Governments (CSG) depuis mars 2005
- Représentante de l'Assemblée nationale du Québec au groupe de travail sur la politique de la santé et au Caucus législatif des grands lacs du Council of State Governments (CSG) depuis avril 2005
- Membre de la Commission de la culture depuis le 1^{er} juin 2005

Le Chef Edgar MacLeod

Cape Breton Regional Police

Président sortant, Association canadienne des chefs de police

Le chef Edgar MacLeod est né et a grandi à Glace Bay, en Nouvelle-Écosse. Sa carrière policière a débuté en 1973, alors qu'il terminait sa formation à l'Académie de police de l'atlantique à Charlottetown à l'Île-du-Prince-Édouard. Au cours de ses 29 ans de service, il a fait partie des services de police de Shelburne, de Charlottetown et de Sydney. En 1993, il a été nommé chef de police du service de police de New Waterford, en Nouvelle-Écosse. Il a également été nommé le premier chef de police du service de police régional du cap Breton, poste qu'il occupe actuellement.

Le chef MacLeod a reçu un baccalauréat ès arts de la University College of Cape Breton. On lui a remis le trophée Alteen en reconnaissance de son excellence académique et de ses compétences en leadership. Depuis, il a suivi le cours de perfectionnement des cadres et d'autres cours au Collège canadien de police. Le chef MacLeod possède un bagage de connaissances en ce qui concerne les affaires communautaires. Il a présidé et a fait partie d'une vaste gamme d'organismes communautaires, notamment la ligue mineure de baseball de Sydney, le Programme de mesures de rechange à l'intention des adolescents, le Howard House (Société John Howard), le Nova Scotia Heart Foundation et bien d'autres. En 1998, il a présidé la campagne de Centraide au cap Breton.

En octobre 1999, le chef MacLeod a été choisi par ses pairs dans les provinces de l'Atlantique en tant que premier titulaire du prix commémoratif Michael C. MacDonald en reconnaissance de son excellence dans les affaires familiales, dans la collectivité et au cours de sa carrière. Il est président de la Région de l'Atlantique du Comité national mixte des hauts représentants officiels de la justice pénale.

Du côté professionnel, le chef MacLeod a été président du Nova Scotia Chiefs of Police (chefs de police de la Nouvelle-Écosse) et a agi à titre de directeur et vice-président de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP). Il a siégé à un bon nombre de comités de l'ACCP et a présidé le comité de la prévention du crime de la police communautaire. Enfin, il a été élu président de l'ACCP en août 2003. Le chef MacLeod habite à Sydney avec son épouse, Barb. Leur fils, Scott, est agent de police au service de police de Halifax et leur fille, Shauna, est étudiante de niveau universitaire à Halifax.

En 2003 le chef MacLeod a reçu le titre de Commander de l'Ordre du mérite des corps policiers lors d'une cérémonie à Rideau Hall à Ottawa.

Joseph Martino, LL.B.

Avocat-conseil, Unité des enquêtes spéciales

Joseph Martino est diplômé de la Faculté de Droit de l'Université de Toronto en 1998 et est admis au Barreau de l'Ontario en 1999. Depuis ce temps, il a été conseiller juridique pour l'Unité d'enquêtes spéciales – une agence du Procureur général de l'Ontario composée d'enquêteurs civils, chargée devant la loi d'enquêter sur des incidents impliquant des policiers et ayant résulté en blessures sérieuses ou décès, et qui a le pouvoir de déposer des accusations au criminel contre des policiers lorsque la preuve le permet.

À titre de conseiller pour l'Unité, M. Martino dispense des conseils sur les aspects politique, juridique, opérationnel et stratégique dans tous les domaines liés au mandat de surveillance de l'Unité. Il s'occupe également des activités d'extension de l'Unité et offre fréquemment des exposés sur des questions de surveillance en lien avec la SIU dans le cadre d'un cours sur la police au programme de Criminologie de l'Université de Toronto. Il est actuellement président du Comité de projets de recherche de la CACOLE, visant à faciliter et à appuyer l'octroi de bourses d'études portant sur la surveillance et l'imputabilité en ce qui a trait au maintien de l'ordre.

Jean McKenna

Jean McKenna est associée du cabinet Huestis Ritch, Barristers and Solicitors d'Halifax, Nouvelle-Écosse; elle pratique le droit au sein de ce cabinet depuis son admission au barreau de la Nouvelle-Écosse en 1984. Elle pratique exclusivement dans le domaine du contentieux, défendant principalement des causes relatives aux assurances et au droit municipal.

Madame McKenna possède une vaste expérience dans le traitement des questions du maintien de l'ordre. Pendant plusieurs années elle fut présidente spéciale de la Commission de révision des plaintes contre la police de la Nouvelle-Écosse (Nova Scotia Police Review Board), l'organisme d'arbitrage des plaintes du public. Elle a également été l'avocate de la Commission dans le cadre de l'enquête Bailey et de l'enquête Richard, des questions récentes liées au maintien de l'ordre. De plus, elle agit à titre d'avocate de la défense civile au nom de la Municipalité régionale de Halifax (Halifax Regional Municipality) /du Service de police régional de Halifax (Halifax Regional Police) dans des litiges relatifs au maintien de l'ordre.

Paul McKenna

Paul McKenna est l'un des associés de la société d'avocats de Winnipeg, Myers Weinberg, une société à responsabilité limitée. Il a étudié le droit à l'Université de Moncton et à l'Université du Manitoba; il a reçu son diplôme en 1988 et a été

admis au barreau au Manitoba en 1989. Depuis ce temps, il exerce sa profession principalement dans les domaines du droit du travail et du droit administratif.

Paul représente la Winnipeg Police Association et ses membres depuis 1989 dans de nombreux domaines y compris les griefs, la Loi sur les enquêtes médico-légales, les enquêtes publiques sur l'administration de la justice et les peuples autochtones, les procédures en matière de discipline interne, les questions de droit de la personne, les questions touchant les personnes handicapées et l'indemnisation des accidentés du travail. Paul a été le premier avocat à défendre les plaintes individuelles des agents du Service de police de Winnipeg dont le nom apparaît dans les plaintes contre la Loi sur les enquêtes relatives à l'application de la loi depuis 1989.

Robert W. Mitchell, c.r.

M. Mitchell est nommé enquêteur aux plaintes du Service de police de la Saskatchewan en juillet 2004.

Il possède de l'expérience comme avocat, homme politique et fonctionnaire. Admis au barreau de la Saskatchewan en 1960, il est nommé conseiller de la Reine en 1989. Il quitte la pratique du droit en 1991 lorsqu'il est principal associé du bureau d'avocats Mitchell Taylor Romanow Ching ayant pignon sur rue à Saskatoon. En 1986 M. Mitchell est élu membre de l'Assemblée législative de la Saskatchewan et, en 1991, il est nommé Ministre de la Justice au sein du gouvernement Romanow nouvellement élu. Il demeure Ministre du Cabinet jusqu'à sa retraite de la vie politique en 1999.

Au cours de sa carrière au sein de la fonction publique, il a travaillé trois ans pour le ministère de la Justice du Canada, un an pour l'Organisation internationale du Travail et cinq ans comme sous-ministre du Travail de la Saskatchewan.

Il fut négociateur en chef de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan en matière d'autonomie gouvernementale de 1999 à 2003. Il agit actuellement à titre de médiateur et d'arbitre dans les relations de travail, en plus d'assumer les fonctions d'enquêteur aux plaintes pour le Service de police de la Saskatchewan.

Paul Monty

- | | |
|-----------|--|
| 1969 | Obtention de la licence en droit de l'Université de Montréal |
| 1970 | Admission au Barreau du Québec |
| 1970-1973 | Exercice de la profession d'avocat criminaliste à l'Aide juridique de Montréal |

- 1973-1976 Directeur adjoint de la Direction des affaires criminelles au Centre communautaire juridique de Montréal
- 1976-1979 Responsable du Service juridique à l'Office de la protection du Consommateur.
- 1978-1979 Secrétaire du Conseil de la protection du consommateur.
- 1979-1981 Chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université Laval.
- 1979-1987 Substitut en chef adjoint à la Direction des affaires pénales du ministère de la Justice.
- 1987-1988 Substitut en chef (par intérim) à la Direction des affaires pénales.
- 1988-1992 Président du Comité d'implantation du Code de procédure pénale.
- 1989-1991 Vice-président du Comité d'implantation de la réforme des cours municipales.
- 1991-1999 Directeur des Affaires criminelles et substitut en chef du procureur général
- 1993-1999 Membre du Comité de coordination des hauts fonctionnaires sur l'administration de la justice criminelle au Canada
- 1994-1995 Président de la section criminelle de la Conférence sur l'harmonisation des lois au Canada
- 1994-1996 Membre du Conseil d'administration du Centre Louis-Hébert
- 1997-1998 Vice-président de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada
- 1998-1999 Président de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada
- 2001-2002 Vice-président de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre (CACOLE)
- 1999 - 2005 Commissaire à la déontologie policière
- 2005 Direction générale des poursuites publiques, Sous-ministre associé, Ministère de la Justice (Quebec)

- Depuis 2000 Membre du Conseil d'administration de l'Institut de réadaptation physique de Québec
- Depuis 2001 Vice-président de la Commission de formation et de recherche de l'École nationale de police du Québec
- 2002 - 2004 Président de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre (CACOLE)

Garry Mumford

Garry Mumford est directeur de la Commission de police de la Nouvelle-Écosse. Avant d'occuper les fonctions de Directeur, il était enquêteur à la Commission. En 1967, il joignit les rangs de la Gendarmerie Royale du Canada et fut posté dans différentes régions de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. À titre d'agent de la GRC il occupa différents postes, notamment aux enquêtes publiques, à la section antidrogue, au CIPC (Centre d'Information de la police canadienne), et lorsqu'il prit sa retraite en 1993, il était responsable de l'Unité des enseignements criminels de la Division ainsi que du Groupe de travail conjoint de la région métropolitaine d'Halifax sur la Prostitution juvénile.

M. Mumford est membre du Conseil d'administration de la CACOLE (Association Canadienne de Surveillance Civile du Maintien de l'Ordre) depuis juin 2001, et est actuellement membre du comité exécutif de l'Association.

Il est président sortant, et président du conseil d'administration d'*Opération retour au foyer*, et il est membre du comité organisateur de « Relay for Life » de la Société canadienne du cancer.

Nuala O'Loan

Madame O'Loan, ombudsman de la police pour l'Irlande du Nord, est responsable des enquêtes portant sur les allégations contre la police en matière criminelle ou disciplinaire. Elle est avouée qualifiée et Maître de conférences; elle détient la chaire de Droit européen Jean Monnet. Elle s'intéresse depuis longtemps aux questions relatives au droit, à la police et aux droits des consommateurs et a signé plusieurs publications.

Dans le passé, elle a notamment assumé les fonctions suivantes:

- Présidente du Northern Ireland Consumer Committee for Electricity;
- Membre de la Police Authority;
- Vice-présidente du Comité des relations communautaires de la Police Authority;
- Membre du Northern Health and Social Services Board;
- Responsable des plaintes pour le Northern Health and Social Services Board;

- Membre du Conseil de relations communautaires et Responsable du Transport and Energy Group relevant du Conseil; et
- Experte juridique membre du Conseil consultatif des consommateurs de la Commission européenne

Pendant sept ans, Madame O'Loan a aussi œuvré comme visiteuse laïque dans les postes de police. Elle avait ainsi l'occasion de s'adresser aux personnes détenues en cellule à toute heure du jour ou de la nuit.

En 2003, la Conférence annuelle de l'Association nationale de surveillance civile du maintien de l'ordre décernait à Madame O'Loan un prix pour sa remarquable contribution au domaine de l'imputabilité policière.

Madame O'Loan est mariée et mère de cinq garçons. Elle agit bénévolement à titre de conseillère matrimoniale, et donne notamment des cours de préparation au mariage à des jeunes gens de différentes religions.

William Phillips

William Phillips est un Mohawk de la Réserve des Mohawks d'Akwesasne, située dans la partie sud de l'Ontario en bordure de l'État de New York et du Québec.

Actuellement, M. Phillips est chef du district de TsiSnaihne. Il représente le Conseil des Mohawks d'Akwesasne et représente aussi cette communauté dans la partie canadienne de la réserve. Il agit à titre de président de la Commission de police des Mohawks d'Akwesasne. En même temps qu'il remplit ses fonctions de nature politique il est aussi responsable du portefeuille de la Justice et de celui de la Sécurité publique.

M. Phillips est au service du *United States Marine Corps* de 1971 à 1974, et reçut une libération honorable de cet organisme. Il est également membre de la *New York State Army National Guard* de 1983 à 1989. Il débute sa carrière de policier comme patrouilleur pour le village de Malone, dans l'État de New York, et par la suite comme policier sur la réserve d'Akwesasne, New York. Sa carrière prend un nouveau tournant lorsqu'il accepte un poste dans une institution pénitentiaire fédérale, le *Ray Brook Bureau of Prisons*, Ray Brook, New York. Il prend sa retraite en 2003 après y avoir oeuvré pendant vingt-trois ans.

William Phillips est membre du comité *Police Governance Authority Committee*, de la *National Native American Law Enforcement Association* et de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre (ACSCMO).

Dirk Ryneveld, c.r.

Dirk Ryneveld obtient son diplôme en Droit en 1971 de l'Université de la Saskatchewan, à Saskatoon. Il fait son stage et pratique le droit à Cranbrook, Colombie Britannique, jusqu'à sa nomination à titre d'avocat-conseil adjoint de la Couronne pour *East Kootenays* en avril 1974. À ce titre, M. Ryneveld est responsable de la mise en œuvre et de l'administration du bureau du conseil de la Couronne nouvellement créé et les poursuites judiciaires dans *East Kootenays*.

En juillet 1985, M. Ryneveld devient avocat-conseil adjoint de la Couronne à Victoria, où il était responsable de l'administration du bureau en plus d'avoir la responsabilité de certains procès. Au cours de cette période, il est devenu directeur de la section des poursuites judiciaires pour les crimes majeurs pour l'île de Vancouver. À ce titre, il a régulièrement travaillé avec les services de police municipaux et plusieurs détachements de la GRC sur l'île de Vancouver. De plus, Dirk s'est occupé de plusieurs cas hautement publicisés, dont des cas de meurtre, d'agression sexuelle, d'incendie criminel, et de cas de procédures contre de dangereux criminels. Il a également agi comme conseiller, sur une base régulière pour la Cour d'appel de la C.-B. et à l'occasion, pour la Cour suprême du Canada. Il a été nommé Conseiller de la Reine en 1990.

En mars 1999, M. Ryneveld prend un congé autorisé comme avocat de la Couronne pour assumer les fonctions de principal avocat poursuivant pour le Tribunal international de La Haye, aux Pays-Bas, chargé de la poursuite des criminels pour l'ex-Yougoslavie. M. Ryneveld a été le principal conseil dans bon nombre de causes importantes. La première, en Bosnie, a abouti à une déclaration du Tribunal judiciaire établissant que le viol, l'agression sexuelle et l'esclavage des femmes perpétrés par des soldats sont désormais des crimes de guerre. Cette cause est suivie de la cause relative aux camps de détention de Keraterm, où le commandant du camp et les chefs de quarts de travail furent reconnus coupables de persécution, considérée comme un crime contre l'humanité. Plus récemment, M. Ryneveld a agi comme principal conseil au procès de Slobodan Milosevic en ce qui a trait au Kosovo, décrit par les médias comme le procès pour crimes de guerre le plus important depuis Nuremberg.

M. Ryneveld a été assermenté comme Commissaire aux plaintes contre la police de la Colombie-Britannique le 13 février 2003.

Donna L. Shelley

Donna L. Shelley, c.r., est une associée du cabinet juridique McLennan Ross LLP d'Edmonton, où elle se concentre principalement sur le droit corporatif

Ministère de la Justice

2004 - 2005	Sous-ministre associé à la Direction générale des poursuites publiques
2003 - 2004	Sous-ministre associé à la Direction générale des poursuites publiques par intérim
2000 - 2004	Substitut en chef du procureur général pour l'Est du Québec
1990 - 2000	Procureur responsable du bureau des substituts du procureur général à Rivière-du-Loup
1984 - 2000	Substitut du procureur général pour le district judiciaire de Kamouraska

Université du Québec à Rimouski

1986 - 1988	Chargé de cours en droit du travail et en droit des affaires
-------------	--

Pettigrew, Simard

1976 - 1984	Avocat
-------------	--------

Leona Tesar

Madame Tesar est conseillère juridique interne auprès de la *Legal Advisors' Section* du Service de police d'Edmonton (Edmonton Police Service - EPS) à Edmonton, en Alberta. Elle a étudié le droit à l'Université d'Alberta et a été reçue au barreau de l'Alberta en 1998. Depuis qu'elle est membre du barreau, Madame Tesar se spécialise principalement dans le domaine du contentieux civil, assurant la défense de la province d'Alberta et de nombreuses compagnies d'assurances canadiennes dans le cadre de poursuites civiles, et elle soutient actuellement la défense du Chef de police et des membres du Service de police d'Edmonton (EPS).

Leona Tesar est Conseillère juridique pour le Service de police d'Edmonton depuis 2003. Avec ses collègues de la *Legal Advisors' Section*, qui comprend 3 avocats de pratique civile et 3 avocats/policiers, elle défend les intérêts juridiques du Chef de police du Service de police d'Edmonton et des 1200 membres de ce service dans des causes concernant:

- le contentieux civil
- les audiences du Law Enforcement Review Board
- les enquêtes médico-légales
- les audiences disciplinaires internes
- es recours portant sur les droits de la personne
- les questions relatives aux griefs ou à l'emploi et à la consultation juridique

- la direction et la consultation juridique dans de nombreux domaines, notamment le droit criminel, civil et administratif, les questions ayant trait à la Charte des droits et les services policiers en général
- les conférences prononcées devant les recrues et les superviseurs

George V. Wright

George Wright a été nommé commissaire de la Manitoba Law Enforcement Review Agency (LERA) en mars 1998. Avant d'occuper ce poste, il était enquêteur principal à la Direction des services chargés de l'application de la loi du ministère de la Justice du Manitoba, où il dirigeait les enquêtes de la LERA et était responsable de la gestion du Programme des gendarmes spéciaux autochtones de la GRC. Il entrait en consultation avec les conseils municipaux et communautaires et les conseils des Premières Nations et leur procurait son avis sur des questions d'application de la loi. Auparavant, il avait aussi occupé le poste de Régistrare des détectives privés et des services de sécurité.

M. Wright a connu une longue et brillante carrière dans le domaine du maintien de l'ordre. En 1965 il entrait à la Gendarmerie royale du Canada, occupant différents postes à travers le Manitoba. Ses fonctions d'agent de la GRC comprenaient notamment le détachement, les enquêtes générales, la patrouille routière et l'administration; il fut commandant de détachement et superviseur de subdivision et, peu de temps avant de prendre sa retraite il occupa le poste de surveillant de la circulation de la Division "D" (pour le Manitoba). M. Wright s'est élevé au rang de sergent d'état-major et a pris sa retraite de la GRC en 1995 après trente ans de loyaux services. Il est récipiendaire d'une médaille d'ancienneté, avec agrafe en argent, décernée par la Gendarmerie royale.

En juillet 1981, M. Wright reçut de la part des Premières Nations de la Baie-des-Sables un "Star Blanket", récompense confirmant de la part du donateur sa très haute opinion de la générosité ou des réalisations du récipiendaire.

M. Wright est membre du conseil d'administration de la CACOLE, et a assisté aux conférences nationales et internationales sur la surveillance civile de l'application de la loi.